



## Arrêt

n° 166 883 du 29 avril 2016  
dans l'affaire X / III

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT DE LA IIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 15 juin 2015, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, pris le 12 mars 2015.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 22 juin 2015 avec la référence X

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 31 août 2015 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande à être entendu du 11 septembre 2015.

Vu l'arrêt interlocutoire n° 164 133 du 15 mars 2016.

Vu l'ordonnance du 31 mars 2016 convoquant les parties à l'audience du 26 avril 2016.

Entendue, en son rapport, E. MAERTENS, président de chambre.

Entendu, en ses observations, le requérant qui comparait en personne.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1. Il y a lieu de constater le défaut de la partie défenderesse à l'audience, dûment convoquée, qui est censée acquiescer au recours, en application de l'article 39/59, § 2, de la loi.

Ce défaut ne dispense toutefois pas le Conseil de céans de vérifier la recevabilité de la demande (cfr. dans le même sens, C.E., arrêt n° 102.416 du 4 janvier 2002).

2. A l'analyse de la requête, celle-ci est irrecevable suite au défaut d'exposé des moyens de droit.

3. Entendue à sa demande expresse à l'audience du 26 avril 2016, la partie requérante ne formule aucune remarque de nature à renverser les constats qui précèdent.

4. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La requête en annulation est rejetée.

**Article 2**

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf avril deux mille seize par :

Mme E. MAERTENS,

président de chambre,

M. A. IGREK,

greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

E. MAERTENS